

Initiatives ministérielles

Mme le vice-président: Je ne voudrais pas que le député de York-Sud-Weston en impute la faute au député de Don Valley-Ouest, parce que ce n'est pas lui qui a refusé son consentement. Je pense qu'il importe de le préciser.

M. Nunziata: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Lorsque vous avez demandé s'il y avait consentement unanime, j'ai distinctement vu le député de Don Valley-Ouest secouer la tête pour dire non. Vous pouvez avoir vu quelqu'un d'autre refuser du côté des conservateurs.

Mme le vice-président: J'ai non seulement vu d'autres députés, mais j'ai entendu un non, et même plusieurs, et automatiquement, si j'entends un non. . . il n'y a pas consentement unanime.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, d'entrée de jeu, je précise que je ne m'oppose pas aux privatisations lorsque certaines conditions sont réunies. Je ne m'oppose pas à l'idée de vérifier si certaines sociétés d'État servent encore l'intérêt public. Si, tout à coup, le secteur privé veut prendre la place de certaines sociétés d'État parce qu'il sera plus efficace, je n'ai aucune objection.

Madame la Présidente, je ne suis pas de ceux qui veulent abandonner Harbourfront. Je crois qu'Harbourfront est un genre de Mecque du multiculturalisme. Bien sûr, il y a certaines lacunes, mais je pense que c'est l'un des meilleurs lieux de rencontre de toute l'Amérique du Nord.

J'estime que beaucoup des projets conjoints du gouvernement du Canada et du secteur privé ont donné d'excellents résultats—je pense notamment ici à Queen's Quay, le premier immeuble construit en collaboration avec Olympia et York. Je pense aussi qu'en 1981-1982, une période difficile, nous avons pu ajouter des parcs de stationnement. Il y a un magnifique marché d'antiquités et, en hiver, une belle patinoire, qui sont autant d'atouts.

En fait, je crois que même si le dossier des appartements de Harbourfront soulève de sérieuses questions, je n'en pense pas moins que M. Huang Danczkay, qui les a construits en un temps record en dépit de tous les problèmes, a probablement fait du bon travail. En fait, à partir de rien, les nombreux entrepreneurs en construction et promoteurs immobiliers qui ont construit Harbourfront en collaboration avec le gouvernement du Canada ont réussi à en faire l'un des meilleurs endroits pour la tenue d'événements culturels et récréatifs au Canada. Les hommes et les femmes, libéraux, conservateurs, néo-dé-

mocrates—tout le monde—qui ont travaillé pendant de nombreuses années ont fait de Harbourfront un endroit magnifique.

Harbourfront évolue très bien, mais devant le projet de loi à l'étude, je ne marche plus. Madame la Présidente, il ne faut pas oublier que le gouvernement du Canada a injecté là-bas quelque 250 millions de dollars—l'argent des contribuables—et que c'est pour cette raison que l'endroit est si magnifique.

Et puis voilà soudain, au moment où Harbourfront marche à merveille, on essaie de convaincre les gens qu'il ne faut pas poursuivre l'aménagement de ce secteur. Nous sommes parfois portés à penser que la seule forme d'aménagement qui convienne à l'homme est la préservation des espaces verts. Pourtant, il peut aussi y avoir des aménagements qui permettent une certaine densité d'utilisation tout en demeurant agréables pour les gens. J'en ai la conviction.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi ce gouvernement prend un joyau comme celui-là, Harbourfront, lui attribue une valeur comptable de 31 millions de dollars et le met en vente. J'essaie vraiment de comprendre le point de vue du député de Don Valley-Ouest, quoique j'accepte difficilement qu'il me considère comme un député de la «meute», car ce n'est pas mon style habituel. Cela dit, je n'ai rien contre la façon de faire de mes collègues, car il y a place pour bien des styles.

Toutefois, c'est de la folie furieuse que d'attribuer une valeur comptable de 31 millions de dollars à des biens publics qui en valent probablement 300 millions. Si vous disiez expressément que ces biens seront cédés au secteur public, à la municipalité ou à la province par exemple, ce serait une autre paire de manches. Je suis favorable à la centralisation, pour ma part. J'estime que le gouvernement national doit avoir son mot à dire. Il n'y a pas que les gens de Toronto qui soient en cause. Il faut aussi tenir compte du tourisme, des gens qui viennent visiter notre ville.

La transaction de Harbourfront m'inquiète profondément. Les promoteurs qui ont bâti Harbourfront—je ne veux rien leur enlever de leur talent—sont des gens exceptionnels pour avoir pu réaliser pareil projet. C'est à peu près le même groupe qui, pour l'essentiel, est responsable de la troisième aérogare, en est propriétaire et l'exploite. Lorsque je parle de propriété, je sais bien que, en toute rigueur, il faudrait plutôt parler de «bail». Il s'agit d'un bail de 40 ans avec option de 20 ans sur un aéroport qui, par son importance, vient au troisième rang en Amérique du Nord.